

Europe – États-Unis : une interdépendance économique qui limite le risque d'escalade

L'année 2026 démarre fort sur le front géopolitique. Le Groenland est devenu en quelques jours un foyer majeur de tensions entre les États Unis et l'Europe, avec un retour des menaces de droits de douanes. En fin de semaine, les relations semblent s'apaiser un peu, mais les surenchères de menaces pourraient rapidement refaire surface. Dans ce contexte, il est utile de rappeler l'ampleur des liens économiques transatlantiques, rendant toute escalade tarifaire plus coûteuse que crédible.

Un commerce de biens et services intense à double sens. Les États-Unis et l'Union européenne constituent l'un des blocs commerciaux les plus intégrés au monde, représentant près de 30 % du commerce mondial et environ 43 % du PIB mondial.

Du côté des biens, les échanges ont atteint 867 milliards d'euros en 2024, quasiment le double d'il y a dix ans. Les États-Unis sont aujourd'hui le premier débouché commercial de l'UE pour les exportations et son deuxième fournisseur après la Chine. Les liens sont particulièrement forts avec l'Allemagne, l'Italie et l'Irlande.

Les États-Unis apparaissent structurellement plus dépendants des importations de biens européennes. Ils affichent un déficit de près de 200 milliards d'euros vis-à-vis de l'UE et rencontreraient des difficultés de substitution dans plusieurs secteurs industriels. Les hausses tarifaires appliquées unilatéralement par les américains en 2025 – +15 % sur la majorité des biens européens, et +50 % sur l'acier et l'aluminium – n'ont d'ailleurs pas réduit les volumes importés. Les analyses disponibles montrent en outre que ces taxes ont été absorbées majoritairement par les américains, soit par l'entreprise importatrice soit par le consommateur final.

Du côté des services, le déséquilibre joue en sens inverse. L'Europe affiche un déficit d'environ 150 milliards d'euros, concentré dans les services numériques, informatiques et de télécommunication. L'importance des flux liés aux droits de

propriété intellectuelle souligne le rôle des grandes entreprises technologiques américaines, ce qui explique le poids particulier de l'Irlande dans cette catégorie.

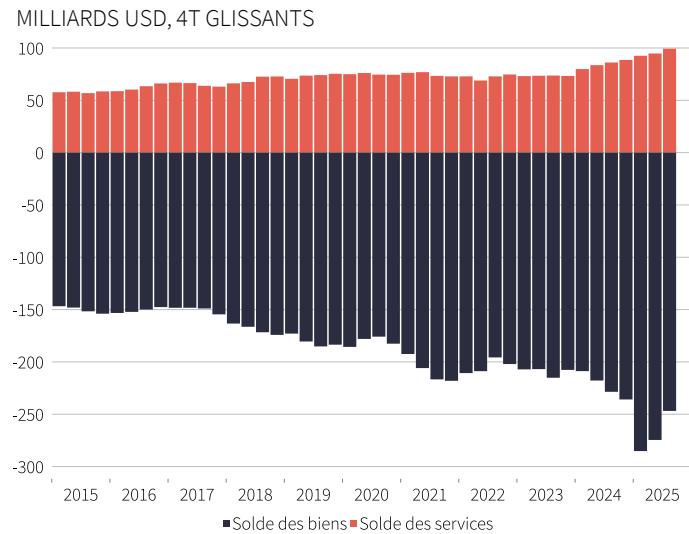
Une interdépendance financière déterminante. Au-delà du commerce, les liens financiers entre les deux zones constituent un autre facteur de stabilisation. Une grande partie des infrastructures de marchés, de paiement et de compensation sont américaines. En parallèle, l'Europe est le premier détenteur étranger de dette souveraine américaine : elle possède environ 40 % des Treasuries détenus par des non-résidents, soit près de 12 % du total en circulation. Cette imbrication limite la capacité réelle à mener des représailles lourdes sans s'exposer à un effet boomerang.

Une réaction des marchés finalement mesurée Les marchés financiers ont débuté la semaine sur une tonalité nettement négative avant de remonter. C'est notamment le cas des marchés actions européens et américains.

Sur les marchés obligataires, les mouvements ont été marqués. Le taux à 10 ans américain a augmenté de 15 points de base en deux jours, revenant à ses niveaux de septembre 2025, tandis que le dollar s'est déprécié jusqu'à 1,17 contre euro. Ces tensions semblent avoir été accentuées par des tensions spécifiques sur les taux longs japonais. En comparaison, les taux européens sont restés relativement stables : 3,5 % pour l'OAT à 10 ans, 2,8 % pour le Bund.

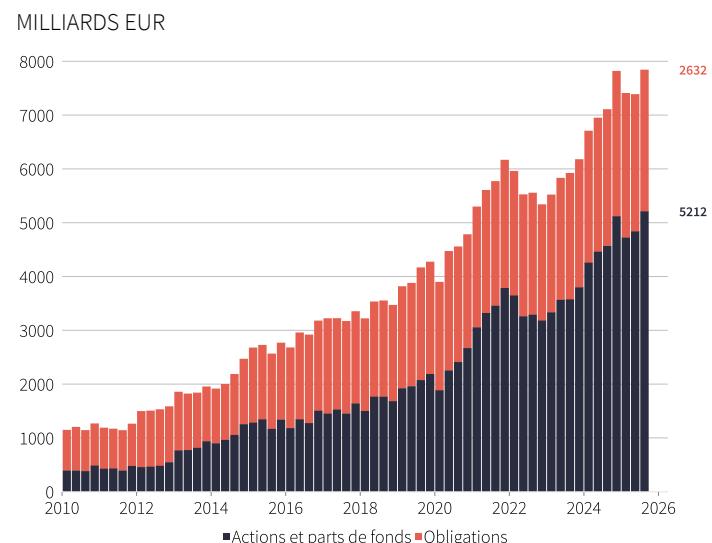
Un positionnement stratégique inchangé. Dans ce contexte, nous conservons notre scénario central d'une désescalade graduelle. Le risque d'une rhétorique agressive demeure, mais les fondamentaux économiques limitent la probabilité d'un conflit commercial durable. Nous faisons donc le choix de ne pas ajuster notre positionnement. Nos convictions restent inchangées : une préférence pour les actions européennes et asiatiques, et une forte sous pondération des obligations souveraines, qui continue de nous protéger contre les tensions sur les taux.

SOLDE COMMERCIAL ET DES SERVICES UE-US



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, USCB 2025 Q3

UNION EUROPÉENNE : DÉTENTION D'ACTIFS AMÉRICAINS



Sources: Société Générale Investment Solutions, Macrobond, Eurostat 2025 Q3

NOS COMMENTAIRES MACRO-ÉCONOMIQUES

Les événements de la semaine passée

JAPON

Les taux souverains japonais ont fortement progressé au cours de la dernière semaine, un mouvement d'autant plus notable qu'il s'inscrit dans une tendance haussière continue depuis un an : le taux à 10 ans a gagné près de 110 points de base depuis début 2025 et atteint désormais son niveau le plus élevé depuis 1995.

Cette tension reflète principalement un contexte interne de croissance et de fin de déflation, avec une inflation qui dépasse l'objectif de 2% de la BoJ depuis 2022 et l'annonce de nouveaux plans de relance ambitieux. La nouvelle Première ministre, Sanae Takaichi, a en effet présenté en novembre un nouveau plan budgétaire s'élevant à 135 Mds de dollars, et a récemment convoqué des élections anticipées à la Chambre basse afin de sécuriser une majorité pour accélérer sa mise en œuvre.

Si ces annonces alimentent les inquiétudes des investisseurs, les risques paraissent toutefois contenus sur le risque fiscal. La dette japonaise demeure majoritairement détenue par des investisseurs domestiques, ce qui limite la sensibilité aux mouvements internationaux. Par ailleurs, la croissance nominale reste robuste et le coût moyen de financement – toujours inférieur à 1% – est largement éloigné des niveaux susceptibles de compromettre la soutenabilité de la dette, d'autant que le déficit s'est déjà fortement ajusté. Dans ce contexte, la BoJ a annoncé ce matin le maintien de son taux directeur à 0,75 %.

INDICES PMI

Les indicateurs PMI de janvier confirment une activité toujours robuste en zone euro, malgré un environnement géopolitique tendu. L'indice composite se maintient à 51,5, un niveau stable par rapport à décembre et légèrement en deçà du consensus. Le secteur manufacturier montre des signes de redressement, à 49,4, tandis que les services ralentissent légèrement, à 51,9.

En France, la situation est plus fragile : l'indice composite recule à 48,6 après 50 en décembre. Les services se contractent nettement à 47,9, alors que le secteur manufacturier repasse en territoire d'expansion à 51. Les entreprises sondées mettent en avant un climat d'incertitude accru, en particulier lié aux menaces de relèvement des droits de douane.

L'Allemagne affiche, à l'inverse, une amélioration notable. L'indice composite progresse à 52,5 contre 51,3, soutenu par un redressement du manufacturier et une accélération du secteur des services. Cette dynamique positive contraste toutefois avec un affaiblissement du marché du travail, l'emploi reculant à son rythme le plus marqué depuis la mi-2020.

Au Royaume-Uni, l'activité reste très dynamique, avec un indice composite qui à 53,9 contre 51,4 en décembre, principalement soutenu par le secteur des services. Au Japon, les PMI indiquent une accélération de l'activité, avec un indice composite à 52,8, son plus haut depuis août 2024.

LES ÉVÉNEMENTS DANS LES MOIS À VENIR

28 janvier : réunion politique monétaire Fed

5 février : réunion politique monétaire BCE

5 février : réunion politique monétaire BoE

15 mars : élections municipales en France

Source : Macrobond, 23/01/2026. Les couleurs dans la colonne 'Actuel' correspondent à la différence par rapport aux prévisions

ÉVÉNEMENTS ET CHIFFRES CLÉS À VENIR

Lundi

Allemagne Indice climat des affaires Ifo JANVIER

États-Unis Commande de biens durables NOVEMBRE

Mardi

France Indice confiance des consommateurs JANVIER

Mercredi

États-Unis - Réunion de politique monétaire Fed
- Commande de biens durables DÉCEMBRE

Jeudi

Zone euro Indice de sentiment économique & confiance des consommateurs JANVIER

États-Unis Balance commerciale NOVEMBRE

Vendredi

France Taux de croissance PIB T4

Espagne

Allemagne

Italie

Zone euro

Espagne Inflation JANVIER

Allemagne

Samedi

Chine Indices PMI manufacturier & non manufacturier JANVIER

PERFORMANCES DES MARCHÉS

Taux interbancaires

%	21/01/2026	23/12/2025	23/10/2025	01/01/2024	23/01/2025
Etats-Unis SOFR	3,699	3,87	4,18	5,34	4,35
Zone euro €ster	1,932	1,93	1,93	3,88	2,92
Royaume-Uni SONIA	3,725	3,72	3,97	5,19	4,70
Suisse SARON	-0,044	-0,04	-0,05	1,70	0,45
Japon TONAR	0,727	0,73	0,48	-0,04	0,23

Taux souverains 10 ans

%	22/01/2026	23/12/2025	23/10/2025	01/01/2024	23/01/2025
Etats-Unis Treasuries	4,26	4,18	4,01	3,88	4,65
France OAT	3,51	3,56	3,37	2,55	3,29
Allemagne Bund	2,84	2,86	2,58	2,02	2,52
Italie BTP	3,50	3,55	3,37	3,70	3,64
Espagne Bonos	3,26	3,29	3,11	2,98	3,17
Suisse	0,31	0,35	0,17	0,66	0,41
Royaume-Uni Gilts	4,55	4,57	4,48	3,60	4,60
Japon JGB	2,27	2,05	1,65	0,62	1,18

Crédit et dette émergente

%	22/01/2026	23/12/2025	23/10/2025	01/01/2024	23/01/2025
Etats-Unis IG	4,85	4,86	4,71	5,06	5,38
Etats-Unis HY	6,58	6,60	6,77	7,59	7,25
Europe IG	3,37	3,42	3,20	3,72	3,54
Europe HY	5,16	5,33	5,36	6,80	5,80
Emergents devises	5,48	5,52	5,65	6,77	6,40

Source : Bloomberg, au 23/01/2026-1S = variation sur 1 semaine, -3M = variation sur 3 mois, -12M= variation sur 12 mois, Début d'année = variation depuis le début de l'année. Actions ; rendement total en devise locale. Obligations souveraines = rendement à 10 ans. Les chiffres sont arrondis.

Indices actions

22/01/2026 vs	-1w	-1m	-3m	01/01/2024	-1y
Monde	-0,29	2,171	4,951	47,5	19,99
Etats-Unis	-0,24	0,647	3,284	47,6	15,47
Zone euro	-0,92	3,711	5,640	40,7	22,62
France	-1,23	1,008	-0,379	15,7	8,87
Allemagne	-1,39	2,275	3,159	42,7	16,94
Royaume-Uni	-0,71	3,021	6,525	39,3	22,70
Japon	-1,14	5,809	11,429	60,4	36,73
Emergents (USD)	0,59	7,368	9,172	57,3	38,48
Chine (USD)	-0,87	3,070	-0,841	62,5	37,57
Inde (USD)	-2,94	-5,830	-7,061	10,3	1,82
Amérique latine (USD)	6,25	12,744	22,492	28,0	66,40

Taux de change

	22/01/2026	23/12/2025	23/10/2025	01/01/2024	23/01/2025
EUR/USD	1,17	1,18	1,16	1,11	1,04
GBP/USD	1,35	1,35	1,33	1,27	1,23
EUR/CHF	0,93	0,93	0,92	0,93	0,95
USD/JPY	158,36	156,40	152,59	141,03	156,22
USD/CNY	6,96	7,04	7,13	7,08	7,29

Prix des matières premières

	22/01/2026	23/12/2025	23/10/2025	01/01/2024	23/01/2025
Brent, USD/BL	64	62	65	77	77
Cuivre, USD/Tonne met.	12 632	12 070	10 797	8 476	9 056
Or, USD/Ozt	4 832	4 449	4 144	2 078	2 744
Argent, USD/Ozt	93	70	49	24	30
Palladium, USD/Ozt	1 850	1 837	1 463	1 136	998
Platinum, USD/Ozt	2 507	2 208	1 649	1 000	952

AVERTISSEMENT IMPORTANT

Avertissement général

Ce document est une communication à caractère promotionnel publiée par Société Générale Private Banking, qui est la ligne métier du Groupe Société Générale opérant à travers son siège au sein de Société Générale S.A. en France et son réseau (départements ou entités juridiques distinctes (succursales ou filiales, ci-après les « Entités »)), localisé sur les territoires mentionnés ci-après, agissant sous la marque « Société Générale Private Banking » et distributeurs du présent document.

Le présent document de nature informative, sujet à modification, est communiqué à titre purement indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.

Son contenu n'est pas destiné à fournir un service d'investissement, il ne constitue ni un conseil en investissement ou une recommandation personnalisée sur un produit financier, ni un conseil ou une recommandation personnalisée en assurance, ni une sollicitation d'aucune sorte, ni un conseil juridique, comptable ou fiscal de la part de Société Générale Private Banking et de ses Entités. L'information contenue dans ce document n'a pas pour objectif de fournir une base permettant de prendre une décision d'investissement.

Tout investissement peut avoir des conséquences fiscales et Société Générale Private Banking et ses Entités ne fournissent pas de conseil fiscal. Le niveau d'imposition dépend des circonstances individuelles et les niveaux et assiettes d'imposition peuvent changer. En outre, le présent document n'a pas pour objet de fournir des conseils comptables, fiscaux ou juridiques et ne doit pas être utilisé à des fins comptables, fiscales ou juridiques. Des conseils indépendants doivent être sollicités le cas échéant.

Les données historiques utilisées et les informations et avis cités, proviennent ou sont notamment basées sur des sources externes que Société Générale Private Banking et ses Entités considèrent fiables mais qu'elles n'ont pas vérifiées de manière indépendante. Société Générale Private Banking et ses Entités n'assumeront aucune responsabilité quant à l'exactitude, la pertinence et l'exhaustivité de ces données.

Le contenu de ce document ne prend pas en compte d'objectifs d'investissement ni de situations financières spécifiques. Il appartient aux investisseurs de prendre contact avec leurs conseillers externes habituels afin d'obtenir toutes les informations financières, juridiques et fiscales qui leur permettront d'apprécier les caractéristiques et les

risques de l'investissement envisagé ainsi que la pertinence de la mise en œuvre des stratégies dont il est question dans le présent document.

L'investissement dans certaines classes d'actifs citées peut ne pas être autorisé dans certains pays ou peut être réservé qu'à une certaine catégorie d'investisseurs. Il est de la responsabilité de toute personne en possession de ce document de s'informer et de respecter les dispositions légales et réglementaires de la juridiction concernée. Ce document n'est en aucune manière destiné à être diffusé à une personne ou dans une juridiction pour laquelle une telle diffusion serait restreinte ou illégale. Il ne peut notamment pas être diffusé aux Etats-Unis, et ne peut pas être distribué, directement ou indirectement, sur le marché des Etats-Unis ou auprès d'une US Person.

Risques généraux

Certaines classes d'actifs citées peuvent présenter divers risques, impliquer une perte potentielle de la totalité du montant investi voire une perte potentielle illimitée, et n'être en conséquence réservées qu'à une certaine catégorie d'investisseurs, et/ou adaptées qu'à des investisseurs avertis et éligibles à ces classes d'actifs. En outre, ces classes d'actifs doivent être conformes au Code de Conduite fiscale du Groupe Société Générale. Le prix et la valeur des investissements ainsi que les revenus qui en dérivent peuvent fluctuer, à la hausse comme à la baisse. Les variations de l'inflation, de taux d'intérêts et de taux de change peuvent avoir des effets négatifs sur la valeur, le prix et le revenu des investissements libellés dans une devise différente de celle du client. Les éventuelles simulations et exemples contenus dans ce document sont fournis à titre indicatif et à des fins d'illustration uniquement. La présente information peut être modifiée en fonction des fluctuations des marchés, et les informations et avis mentionnés dans ce document peuvent être amenés à évoluer. Société Générale Private Banking et ses Entités ne s'engagent ni à actualiser ni à modifier le présent document, et n'assumeront aucune responsabilité à cet égard.

Le présent document a pour seul but d'informer les investisseurs, qui prendront leurs décisions d'investissement sans se fier uniquement à ce document. Société Générale Private Banking et ses Entités ne sauront être tenue pour responsables en cas de perte directe ou indirecte liée à un quelconque usage de ce document ou de son contenu. Société Générale Private Banking et ses Entités n'offrent aucune garantie, expresse ou tacite, quant à l'exactitude ou l'exhaustivité de ces informations ou quant à la rentabilité ou la performance de toute classe d'actifs, pays, ou marché.

Les informations sur les performances passées éventuellement reproduites ne garantissent en aucun cas les performances futures et peuvent ne pas se reproduire. La valeur d'un investissement n'est pas garantie et la valorisation d'investissements peut fluctuer.

Les prévisions concernant les performances futures sont basées sur des hypothèses qui peuvent ne pas se concrétiser. Les scénarios présentés sont des estimations de performances futures, fondées sur des informations passées sur la manière dont la valeur d'un investissement varie et/ou sur les conditions de marché actuelles, et ne sont pas des indications exactes. Le rendement obtenu par des investisseurs sera amené à varier en fonction des performances du marché et de la durée de conservation de l'investissement par l'investisseur. Les performances futures peuvent être soumises à l'impôt, lequel dépend de la situation personnelle de chaque investisseur et est susceptible de changer à l'avenir.

Pour une définition et description des risques plus complète, veuillez-vous référer au prospectus ou, le cas échéant, aux autres documents réglementaires (si applicable) avant toute décision d'investissement.

Le présent document est confidentiel, destiné exclusivement à la personne à laquelle il est remis, et ne peut ni être communiqué ni porté à la connaissance de tiers (à l'exception des conseils externes et à condition qu'ils en respectent eux-mêmes la confidentialité), ni reproduit totalement ou partiellement, sans accord préalable et écrit de Société Générale Private Banking et de ses Entités.

Conflits d'intérêts

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, Société Générale Private Banking et ses Entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts, y compris des murailles de Chine en matière d'information.

Ce document contient les avis de la ligne métier Société Générale Private Banking. Les opérateurs de marché de Société Générale peuvent effectuer des transactions, ou ont effectué des transactions, sur la base des avis et études de ces personnes. De plus, les équipes de Société Générale Private Banking sont rémunérées, en partie, en fonction de la qualité et de la précision de leurs études, des commentaires des clients, des revenus de l'entité Société Générale Private Banking qui les emploie, et de facteurs concurrentiels.

AVERTISSEMENT IMPORTANT

En règle générale, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être teneur de marché, chef de file ou chef de file associé à une offre publique d'instruments financiers, effectuer des transactions concernant les titres auxquels il est fait référence dans ce document, et peuvent fournir des services bancaires aux sociétés mentionnées dans ce document, ainsi qu'à leurs filiales. Les sociétés du Groupe Société Générale, peuvent, de temps à autre, réaliser des transactions, générer des profits, détenir des titres ou agir comme conseiller, courtier ou banquier en lien avec ces titres, ou des dérivés de ces titres, ou en lien avec les classes d'actifs mentionnées dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent être représentées au conseil de surveillance ou d'administration de ces sociétés.

Les employés du Groupe Société Générale, ou les personnes ou entités qui leur sont liées, peuvent, de temps à autre, détenir une position dans un titre ou une classe d'actifs mentionné(e) dans ce document.

Les sociétés du Groupe Société Générale peuvent acquérir ou liquider, de temps à autre, des positions dans les titres, ou actifs sous-jacent (y compris leurs dérivés) mentionnés dans ce document, ou dans tout autre actif le cas échéant, et par conséquent tout rendement pour un investisseur potentiel peut en être directement ou indirectement affecté.

Les sociétés du Groupe Société Générale n'ont aucune obligation de divulguer ou de prendre en compte ce document dans le cadre de conseil ou de transactions avec un client ou au nom d'un client.

Par ailleurs, les sociétés du Groupe Société Générale peuvent émettre d'autres études qui ne sont pas alignées, ou dont les conclusions diffèrent des informations présentées dans ce document, et n'ont aucune obligation de s'assurer que de telles autres études sont portées à la connaissance de tout récipiendaire du présent document.

Le Groupe Société Générale maintient effective une organisation administrative prenant toutes les mesures nécessaires pour identifier, contrôler et gérer les conflits d'intérêts. A cet effet, Société Générale Private Banking et ses entités ont mis en place une politique de gestion des conflits d'intérêts pour prévenir les conflits d'intérêts. Pour plus de détails, il est possible de se reporter à la politique de gestion des conflits d'intérêts remise.

Avertissement spécifique par juridiction

FRANCE : Sauf indication contraire expresse, le présent document est publié et distribué par Société Générale, établissement de crédit prestataire de services d'investissement agréé par et sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») (sise ECB Tower, Sonnenmannstraße 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne) au sein du Mécanisme de supervision unique banque française autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (sise 4, Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09), et l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») (sise 17 Pl. de la Bourse, 75002 Paris). Société Générale est également enregistrée auprès de l'ORIAS en qualité d'intermédiaire en assurance sous le numéro 07 022 493 orias.fr.

Société Générale est une société anonyme française au capital de 1 003 724 927,50 euros au 17 novembre 2023, dont le siège social est situé 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris, et dont le numéro d'identification unique est 552 120 222 R.C.S. Paris. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

LUXEMBOURG : Le présent document est distribué au Luxembourg par Société Générale Luxembourg, société anonyme enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6061 et établissement de crédit autorisé et régi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »), sous la supervision prudentielle de la Banque Centrale Européenne (« BCE »), et dont le siège social est sis 11, avenue Émile Reuter – L 2420 Luxembourg. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur <https://www.societegenerale.lu/>. Aucune décision d'investissement quelle qu'elle soit ne pourrait résulter de la seule lecture de ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant à l'exactitude ou autre caractéristique des informations contenues dans ce document. Société Générale Luxembourg n'accepte aucune responsabilité quant aux actions

menées par le destinataire de ce document sur la seule base de ce dernier, et Société Générale Luxembourg ne se présente pas comme fournissant des conseils, notamment en ce qui concerne les services d'investissement. Les opinions, points de vue et prévisions exprimées dans le présent document (y compris dans ses annexes) reflètent les opinions personnelles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas les opinions d'autres personnes ou de Société Générale Luxembourg, sauf indication contraire. Ce document a été élaboré par Société Générale. La CSSF n'a procédé à aucune analyse, vérification ou aucun contrôle sur le contenu du présent document.

MONACO : Le présent document est distribué à Monaco par Société Générale Private Banking (Monaco) S.A.M., sise 11 avenue de Grande Bretagne, 98000 Monaco, Principauté de Monaco, régie par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution et la Commission de Contrôle des Activités Financières. Les produits financiers commercialisés à Monaco peuvent être réservés à des investisseurs qualifiés conformément aux dispositions de la loi n° 1.339 du 07/09/2007 et de l'Ordonnance Souveraine n° 1.285 du 10/09/2007. De plus amples détails sont disponibles sur demande ou sur www.privatebanking.societegenerale.com.

© Copyright Groupe Société Générale 2025. Tous droits réservés. L'utilisation, la reproduction, la redistribution et la divulgation non autorisées de tout ou partie du présent document sont interdites sans le consentement préalable de Société Générale. Les symboles clés, Société Générale, Société Générale Private Banking sont des marques déposées de Société Générale. Tous droits réservés

